

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1978 Nr. 11

A. TITEL

*Overeenkomst betreffende samenwerking tussen het Koninkrijk
der Nederlanden en de Republiek Senegal inzake technische,
wetenschappelijke, didactische en economische bijstand ten behoeve
van de opbouw van de eerstelijns-gezondheidszorg in Senegal,
met nota's;*

Dakar, 28 oktober 1977

B. TEKST

**Convention relative à la coopération entre le Royaume des Pays-Bas
et la République du Sénégal sur l'assistance technique, scientifique,
didactique et économique pour le développement des services
de santé de base au Sénégal**

Préambule

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement
de la République du Sénégal,

Désireux de coopérer dans le cadre d'un projet pour le développe-
ment des services de santé de base au Sénégal;

Sont convenus de ce qui suit:

Article I

Les Parties contractantes s'engagent à coopérer dans le cadre du
développement des services de santé de base, comme décrit dans la
doctrine d'action sanitaire pour le 4ème plan de développement
économique et social du Sénégal.

Article II

1. Dans ce but, les Parties contractantes s'engagent à s'occuper principalement de l'éducation du personnel sanitaire intermédiaire et périphérique, de la supervision et de l'évaluation des activités sur place de ce personnel. Il est envisagé d'enseigner des „Désignés du Comité de Village” dans les principes fondamentaux de santé. Ils devront à la fois donner des soins médicaux de première nécessité et visiter les domiciles des habitants pour y donner des conseils d'éducation sanitaire, ils pourront être chargés de donner et de contrôler les traitements prescrits par les Postes de Santé et les Centres de Santé, de la promotion de l'usage des Postes de Santé par les malades et de l'assistance des agents itinérants dans leurs tâches, comme régistation de mortalité et de natalité.

2. Les désignés recevront leur éducation primaire sous la responsabilité du médecin chef du Centre de Santé. Cette éducation peut être exécutée par les infirmiers d'Etat et les sages-femmes, assistés par le personnel néerlandais. Les infirmiers d'Etat et les agents itinérants des Postes de Santé reçoivent à leur tour l'éducation nécessaire pour leur tâche d'éducation sanitaire des désignés, dans les Centres de Santé et sur place.

Cette éducation est donnée sous la responsabilité du médecin chef du Centre de Santé, assisté par l'équipe néerlandaise.

Article III

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas s'engage:

- à fournir les moyens en personnel néerlandais nécessaires à l'exécution des tâches prévues dans ce projet;
- à fournir les moyens en matériel médical et didactique, ainsi que les fournitures et moyens de transport nécessaires à l'exécution de ce projet.

La valeur de la contribution néerlandaise ne dépassera pas la somme de Fl. 1.500.000,- (UN MILLION CINQ CENT MILLE FLORINS HOLLANDAIS).

Article IV

Le Gouvernement de la République du Sénégal s'engage:

- à mettre à la disposition de l'équipe néerlandaise le personnel nécessaire à l'exécution des tâches prévues dans ce projet;
- à fournir les bâtiments nécessaires à l'exécution du projet.

Article V

Dans le cadre de ce projet, le Gouvernement de la République du Sénégal:

a. exemptera toutes les rémunérations versées par le Gouvernement néerlandais de tout impôt et autres charges fiscales;

b. exemptera le personnel néerlandais des droits d'importation et de douane sur les meubles et objets personnels neufs ou usagés ainsi que sur l'équipement professionnel, importés au Sénégal dans les six mois suivant leur arrivée ou celle des membres de leur famille, à condition que ces biens soient réexportés du Sénégal au moment du départ ou dans le délai convenu avec le Gouvernement de la République du Sénégal;

c. prendra des mesures pour l'exonération des droits d'importation d'un véhicule à moteur acheté à l'entrepôt par le personnel néerlandais dans les six mois suivant la première arrivée au Sénégal, étant entendu qu'en cas de vente d'un tel véhicule à une personne ne bénéficiant pas des mêmes privilèges, il sera soumis au paiement d'un droit d'importation approprié basé sur la valeur estimée du véhicule au moment de sa vente;

d. prendra des mesures en vue de la délivrance, à titre gratuit, de visas d'entrée et de permis de travail au personnel néerlandais qui est ou sera employé par le Gouvernement néerlandais pour l'exécution du projet;

e. exemptera le personnel néerlandais ou les membres de leur famille des obligations au service national;

f. accordera au personnel néerlandais, pour toutes rémunérations versées par les Autorités néerlandaises les facilités de change les plus favorables notamment des comptes externes;

g. offrira au personnel néerlandais et à leurs familles au Sénégal des facilités de rapatriement en période de crises nationales ou internationales;

h. délivrera au personnel néerlandais des documents d'identité leur garantissant, dans l'exécution de leurs tâches, le plein appui des Autorités concernées au Sénégal.

Article VI

a. Le Gouvernement de la République du Sénégal dégagera le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et les experts, conseillers, agents et employés néerlandais de toute responsabilité civile dans l'exercice de leurs fonctions.

b. Le Gouvernement de la République du Sénégal prend à sa charge la réparation des dommages causés à des tiers par une ou plusieurs desdites personnes dans l'exercice de leurs fonctions, sauf si ces dommages résultent d'une faute intentionnelle ou relèvent d'une négligence grave dont l'appréciation échoit à l'Autorité sénégalaise compétente en rapport avec le Chef de la mission diplomatique néerlandaise.

La partie sénégalaise veillera à ce que le personnel néerlandais soit assuré pour couvrir les actes dommageables aux tiers et commis intentionnellement par lui ou découlant d'une négligence grave de sa part.

c. A la demande du Gouvernement de la République du Sénégal, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas fournira aux Autorités compétentes du Sénégal l'assistance administrative ou juridique requise pour parvenir à la solution satisfaisante de tout problème pouvant découler de l'application des paragraphes a et b du présent Article.

Article VII

1. L'Autorité compétente néerlandaise, étant le Ministre pour la Coopération au Développement, désignera la Direction de l'Assistance technique Internationale du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas comme l'Autorité exécutive néerlandaise chargée du projet. En ce qui concerne les activités journalières dans le cadre du projet, l'Autorité exécutive néerlandaise sera représentée au Sénégal par le Chef d'équipe désigné parmi les conseillers néerlandais.

2. L'Autorité compétente sénégalaise, étant le Ministre du Plan et de la Coopération, désignera la Direction du Service de la Santé publique du Ministère sénégalais de la Santé publique et des Affaires sociales comme l'Autorité exécutive du Sénégal chargée de la réalisation du projet.

Article VIII

1. Les Autorités compétentes des deux Parties établiront un plan d'action.

2. Dans ce plan d'action les éléments suivants seront traités:

- le territoire (département) avec délimitations;
- une élaboration du développement des services sanitaires de base se limitant à l'éducation du personnel nécessaire à l'exécution et l'élaboration du fonctionnement prévue avec les éléments de contrôle et d'évaluation;
- les besoins exacts en personnel, par an, et au total;
- les conditions pour le choix des élèves;
- les matériaux didactiques;
- les besoins en véhicules et autres moyens de transport;
- les médicaments et autres nécessités pour exécuter les soins médicaux et sanitaires prévus;
- le programme didactique avec les sujets à traiter dans les cours, les démonstrations, etc.;

- une élaboration des moyens budgétaires;
- un tableau chronologique de l'exécution des tâches prévues.

3. 12 mois après le commencement des activités dans ce projet, une révision du plan d'action sera établie, contenant tous les éléments du paragraphe 2 du présent Article.

Article IX

Le Gouvernement de la République du Sénégal exemptera de tout droit d'importation et d'exportation et autres charges fiscales, l'équipement (y compris les véhicules à moteur) et autres biens fournis par le Gouvernement néerlandais dans le cadre du projet.

Article X

Tous les équipements et matériels fournis par le Gouvernement néerlandais dans le cadre du projet demeureront la propriété du Gouvernement néerlandais pendant la durée du projet et seront transférés au Gouvernement de la République du Sénégal à la fin de la coopération entre les deux gouvernements pour ce projet.

Article XI

Les Parties contractantes s'engagent à former une commission mixte sénégalaise-néerlandaise pour assister les exécutants de ce projet et évaluer les résultats. La composition de cette commission, sa tâche et tous les autres détails y relatifs seront réglés dans le plan d'action prévu à l'Article VIII.

Article XII

Le Chef d'équipe et son Homologue sénégalais soumettront aux deux Autorités exécutives et à la commission mixte, mentionnée à l'Article XI, un rapport trimestriel en langue française sur l'avancement des travaux dans le cadre du projet. A la fin du projet, ils soumettront à toutes les parties concernées un rapport final en langue française sur tous les aspects des travaux effectués dans le cadre du projet.

Article XIII

Tout différend au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention qui ne peut être tranché par consultations, sera tranché par les Parties contractantes selon les modalités à décider par ces dernières.

Article XIV

a. La présente convention entrera en vigueur à la date à laquelle les deux Gouvernements se notifieront par écrit qu'il a été satisfait aux procédures requises par les constitutions des deux pays, avec effet rétroactif à partir du premier janvier 1977.

b. La présente convention demeurera en vigueur pour une période de trois ans. Elle sera prorogée par tacite reconduction pour une période de deux ans, à moins de dénonciation trois mois avant la fin de la période de trois ans.

Chaque Gouvernement aura toutefois le droit de dénoncer la convention à tout moment, avec un préavis de trois mois.

c. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, la présente convention ne s'appliquera qu'au Royaume en Europe.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention.

FAIT à Dakar, le 28 octobre 1977, en deux exemplaires en langue française.

*Pour le Gouvernement du
Royaume des Pays-Bas*

(s.) E. E. S. DE JONGH

Emeric Eitel Sydney de
JONGH
Ambassadeur du Royaume
des Pays-Bas

*Pour le Gouvernement de la
République du Sénégal*

(s.) NGOM

Doudou NGOM
Ministre d'Etat Chargé de
la Santé publique et de
l'Action Sociale

Nr. I

L'Ambassade Royale des Pays-Bas présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères de la République du Sénégal et, se référant à la signature, ce jour, de la Convention relative à la Coopération entre le Royaume des Pays-Bas et la République du Sénégal, sur l'Assistance technique, scientifique, didactique et économique pour le Développement des Services de Santé de Base au Sénégal, a l'honneur de lui soumettre, au nom du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, la disposition complémentaire ci-après applicable au personnel néerlandais qui est ou sera mis à la disposition du Sénégal, dans le cadre de la Convention: „Le Gouvernement de la République

du Sénégal accordera au personnel néerlandais l'immunité pénale de poursuites judiciaires pour les infractions involontaires commises dans l'exercice de ses fonctions. Le personnel néerlandais demeure cependant civilement et pénalement responsable en cas d'infractions aux lois et règlements en vigueur au Sénégal, commises hors de l'exercice de ses fonctions".

Si le Gouvernement de la République du Sénégal peut accepter cette proposition, l'Ambassade propose que la présente note et la réponse affirmative du Ministère soient considérées comme constituant un accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République du Sénégal, qui entrera en vigueur le même jour que la Convention précitée avec effet rétroactif à partir du premier janvier 1977, et expirera en même temps que la Convention.

L'Ambassade Royale des Pays-Bas saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires étrangères de la République du Sénégal, les assurances de sa haute considération.

*Ministère des Affaires étrangères
de la République du Sénégal,
Dakar*

Nr. II

Le Ministère des Affaires étrangères de la République du Sénégal présente ses compliments à l'Ambassade Royale des Pays-Bas à Dakar, et a l'honneur d'accuser réception de Sa note verbale dont la teneur suit:

(zoals in Nr. I)

Le Ministère des Affaires étrangères de la République du Sénégal a l'honneur de confirmer à l'Ambassade que la proposition mentionnée ci-dessus est acceptable pour la République du Sénégal.

Le Ministère des Affaires étrangères de la République du Sénégal saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade Royale des Pays-Bas à Dakar, les assurances de sa haute considération.

*Ambassade Royale des Pays-Bas,
Dakar*

C. VERTALING

Overeenkomst betreffende samenwerking tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Senegal inzake technische, wetenschappelijke, didactische en economische bijstand ten behoeve van de opbouw van de eerstelijns-gezondheidszorg in Senegal

Preamble

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Republiek Senegal,

Geleid door de wens samen te werken in het kader van een project voor de opbouw van de eerstelijns-gezondheidszorg in Senegal,

Zijn overeengekomen als volgt:

Artikel I

De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich tot samenwerking in het kader van de opbouw van de eerstelijns-gezondheidszorg, zoals omschreven in de beginselen en richtlijnen inzake de bevordering van de volksgezondheid van het vierde plan voor de economische en sociale ontwikkeling van Senegal.

Artikel II

1. Te dien einde verbinden de Overeenkomstsluitende Partijen zich ertoe, zich voornamelijk bezig te houden met de opleiding van hulpverpleegkundigen en vrijwilligers, alsmede met het toezicht op en de evaluatie van het werk van dit personeel in de praktijk. Overwogen wordt „door het dorpscomité aangewezen personen” te onderrichten in de fundamentele beginselen van de gezondheidszorg. Zij moeten zowel de hoogstnodige medische verzorging geven als de bewoners aan huis bezoeken om daar adviezen te geven inzake de zorg voor de gezondheid; zij kunnen worden belast met het geven en controleren van de door de „Postes de Santé” (gezondheidsposten) en de „Centres de Santé” (gezondheidscentra) voorgeschreven behandelingen, met het stimuleren van gebruikmaking van de gezondheidsposten door zieken en met hulp aan de wijkverpleegkundigen bij de vervulling van hun taken, zoals de registratie van sterfgevallen en geboorten.

2. De aangewezen personen ontvangen hun eerste opleiding onder verantwoordelijkheid van de geneesheer-directeur van het gezondheidscentrum. Deze opleiding kan worden gegeven door staatsverpleegkundigen en vroedvrouwen, bijgestaan door Nederlands personeel. De staatsverpleegkundigen en de wijkverpleegkundigen van

de gezondheidsposten ontvangen op hun beurt de vereiste opleiding voor het geven van onderricht op het gebied van de gezondheidszorg aan de aangewezen personen, in de gezondheidscentra en in de praktijk.

Deze opleiding wordt gegeven onder de verantwoordelijkheid van de geneesheer-directeur van het gezondheidscentrum, bijgestaan door het Nederlandse team.

Artikel III

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden verbindt zich tot:

- het beschikbaar stellen van het Nederlandse personeel dat nodig is voor de uitvoering van de voor dit project vastgestelde werkzaamheden;
- het beschikbaar stellen van het medisch en didactisch materiaal, alsmede van de uitrusting en vervoermiddelen nodig voor de uitvoering van dit project.

De waarde van de Nederlandse bijdrage zal het bedrag van f 1.500.000,- (EEN MILJOEN VIJFHONDERDDUIZEND GULDEN) niet overschrijden.

Artikel IV

De Regering van de Republiek Senegal verbindt zich ertoe:

- het Nederlandse team het personeel ter beschikking te stellen dat nodig is voor de uitvoering van de voor dit project overeengekomen werkzaamheden;
- de gebouwen te verschaffen die nodig zijn voor de uitvoering van het project.

Artikel V

In het kader van dit project zal de Regering van de Republiek Senegal:

a. alle door de Nederlandse Regering betaalde bezoldigingen vrijstellen van alle belastingen en andere fiscale heffingen;

b. het Nederlandse personeel vrijstelling verlenen van invoer- en douanerechten op nieuwe of gebruikte meubelen en persoonlijke voorwerpen, alsmede op beroepsuitrusting, die in Senegal worden ingevoerd binnen zes maanden na hun aankomst of de aankomst van hun gezinsleden, mits deze goederen weer uit Senegal worden uitgevoerd op het tijdstip van vertrek of binnen een met de Regering van de Republiek Senegal overeengekomen termijn;

c. maatregelen nemen voor de vrijstelling van invoerrechten van een motorvoertuig dat door het Nederlandse personeel uit entrepot wordt gekocht binnen zes maanden na de eerste aankomst in Senegal,

met dien verstande dat in geval van verkoop van zulk een voertuig aan een persoon die niet dezelfde voorrechten geniet, het onderworpen wordt aan befaling van een passend invoerrecht gebaseerd op de geschatte waarde van het voertuig op het tijdstip van de verkoop ervan;

d. maatregelen nemen met het oog op de kosteloze verschaffing van inreisvisa en werkvergunningen aan het Nederlandse personeel dat door de Nederlandse Regering in dienst wordt of zal worden genomen voor de uitvoering van het project;

e. het Nederlandse personeel of de gezinsleden daarvan vrijstellen van dienstplicht;

f. het Nederlandse personeel voor alle door de Nederlandse autoriteiten betaalde bezoldigingen de gunstigste wisselfaciliteiten bieden, met name rekeningen voor niet-ingezetenen;

g. het Nederlandse personeel en de gezinnen daarvan in Senegal repatriëringsfaciliteiten verlenen in tijden van nationale of internationale crises;

h. het Nederlandse personeel identiteitspapieren verstrekken waardoor het in de uitvoering van zijn werkzaamheden wordt verzekerd van de volle steun van de betrokken autoriteiten in Senegal.

Artikel VI

a. De Regering van de Republiek Senegal vrijwaart de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Nederlandse deskundigen, adviseurs, ambtenaren en ander personeel van elke wettelijke aansprakelijkheid bij de uitoefening van hun taak.

b. De Regering van de Republiek Senegal neemt de vergoeding op zich van schade die door één of meer van de genoemde personen bij de uitoefening van hun taak aan derden is toegebracht, behalve indien deze schade voortvloeit uit opzettelijk onjuist optreden of uit grove nalatigheid, zulks ter beoordeling door de bevoegde Senegalese autoriteit in gemeenschappelijk overleg met het Hoofd van de Nederlandse diplomatieke missie.

De Senegalese partij ziet erop toe dat de Nederlandse personeelsleden zijn verzekerd ter dekking van voor derden schadelijke handelingen die opzettelijk door hen zijn begaan of voortvloeien uit grove nalatigheid hunnerzijds.

c. Op verzoek van de Regering van de Republiek Senegal verschaft de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden aan de bevoegde autoriteiten van Senegal de vereiste administratieve of juridische bijstand om tot één bevredigende oplossing te komen van alle problemen die kunnen voortvloeien uit de toepassing van de letters a. en b. van dit artikel.

Artikel VII

1. De bevoegde Nederlandse autoriteit, zijnde de Minister voor Ontwikkelingssamenwerking, wijst de Directie Internationale Technische Hulp van het Nederlandse Ministerie van Buitenlandse Zaken aan als de met het project belaste Nederlandse uitvoerende autoriteit. Wat de dagelijkse werkzaamheden in het kader van het project betreft, wordt de Nederlandse uitvoerende autoriteit in Senegal vertegenwoordigd door de onder de Nederlandse adviseurs aangewezen leider van het team.

2. De bevoegde Senegalese autoriteit, zijnde de Minister voor het Plan en voor Samenwerking, wijst de directie van de Dienst voor de Volksgezondheid van het Senegalese Ministerie van Volksgezondheid en Sociale Zaken aan als de met de realisatie van het project belaste Senegalese uitvoerende autoriteit.

Artikel VIII

1. De bevoegde autoriteiten van de beide partijen stellen een werkplan op.

2. In dit werkplan worden de onderstaande aangelegenheden geregeld:

- het gebied (département) met begrenzing;
- een gedetailleerd plan voor de opbouw van eerstelijns-gezondheidsdiensten, die zich beperkt tot de opleiding van het voor de uitvoering vereiste personeel, alsmede een uitwerking van de beoogde functionering, daarbij inbegrepen de wijze waarop controle en evaluatie worden verricht;
- de nauwkeurige personeelsbehoeften, per jaar en in totaal;
- de voorwaarden voor de selectie van de leerlingen;
- het didactisch materiaal;
- de behoeften aan voertuigen en andere vervoermiddelen;
- de medicamenten en andere benodigdheden voor het verlenen van de beoogde medische verzorging en gezondheidszorg;
- het leerprogramma, waaronder begrepen de tijdens de cursussen te behandelen onderwerpen, de demonstraties, enz.;
- de uitwerking van de begrotingsmiddelen;
- het tijdschema voor de uitvoering van de beoogde werkzaamheden.

3. Twaalf maanden na de aanvang van de werkzaamheden in het kader van het project wordt een herzien werkplan opgesteld, dat alle aspecten genoemd in het tweede lid van dit artikel dient te omvatten.

Artikel IX

De Regering van de Republiek Senegal stelt de uitrusting (met inbegrip van motorvoertuigen) en andere door de Nederlandse Rege-

ring in het kader van het project verschaft goederen vrij van alle invoer- en uitvoerrechten en andere fiscale lasten.

Artikel X

Alle uitrustingsstukken en materialen geleverd door de Nederlandse Regering in het kader van het project blijven het eigendom van de Nederlandse Regering voor de gehele duur van het project en worden aan het einde van de samenwerking tussen beide Regeringen bij dat project overgedragen aan de Regering van de Republiek Senegal.

Artikel XI

De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich tot de instelling van een gemengde Senegalees-Nederlandse commissie, die de uitvoers van dit project zal bijstaan en de resultaten beoordelen. De samenstelling van deze Commissie, haar opdracht en alle andere desbetreffende bijzonderheden worden vervat in het in artikel VIII genoemde werkplan.

Artikel XII

De teamleider en zijn Senegalese counterpart dienen bij de beide uitvoerende autoriteiten en bij de in artikel XI genoemde gemengde commissie een kwartaalverslag in de Franse taal in over de voortgang der werkzaamheden in het kader van het project. Aan het einde van het project dienen zij bij alle betrokken partijen een eindverslag in de Franse taal in over alle aspecten van de in het kader van het project verrichte werkzaamheden.

Artikel XIII

Alle geschillen over de uitlegging of de uitvoering van deze Overeenkomst die niet door middel van overleg kunnen worden geregeld, worden door de Overeenkomstsluitende Partijen op een door deze Partijen te bepalen wijze geregeld.

Artikel XIV

a. Deze Overeenkomst treedt in werking, met terugwerkende kracht vanaf 1 januari 1977, op de datum waarop beide Regeringen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat is voldaan aan de in hun onderscheiden landen constitutioneel vereiste procedures.

b. Deze Overeenkomst blijft van kracht voor een tijdvak van drie jaar. Zij wordt stilzwijgend verlengd voor een tijdvak van twee jaar, tenzij zij drie maanden voor het einde van het tijdvak van drie jaar wordt opgezegd.

Elke Regering heeft evenwel het recht de Overeenkomst te allen tijde op te zeggen met een opzeggingstermijn van drie maanden.

c. Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal deze Overeenkomst alleen van toepassing zijn op het Rijk in Europa.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden, hiertoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Dakar, op 28 oktober 1977, in twee exemplaren in de Franse taal.

*Voor de Regering van het
Koninkrijk der Nederlanden*

(w.g.) E. E. S. DE JONGH

Emeric Eitel Sydney de
JONGH

Ambassadeur van het
Koninkrijk der
Nederlanden

*Voor de Regering van de
Republiek Senegal*

(w.g.) NGOM

Doudou NGOM
Minister van Staat belast
met Volksgezondheid
en Sociale Zaken

Nr. I

De Ambassade van het Koninkrijk der Nederlanden biedt het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Republiek Senegal haar complimenten aan en heeft de eer, met verwijzing naar de ondertekening heden van de Overeenkomst betreffende samenwerking tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Senegal inzake technische, wetenschappelijke, didactische en economische bijstand ten behoeve van de opbouw van de eerstelijns-gezondheidszorg in Senegal, het Ministerie uit naam van de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden de volgende aanvullende bepaling voor te leggen, toepasselijk op het Nederlands personeel dat ter beschikking van Senegal is of zal worden gesteld, in het kader van de Overeenkomst: „De Regering van de Republiek Senegal verleent het Nederlandse personeel vrijwaring van strafvervolgning voor onopzettelijke overtredingen begaan bij de uitoefening van hun taak. Het Nederlandse personeel blijft evenwel civiel- en strafrechtelijk aansprakelijk in geval van overtredingen van de in Senegal van kracht zijnde wetten en voorschriften, begaan buiten de uitoefening van hun taak”.

Indien dit voorstel voor de Regering van de Republiek Senegal aanvaardbaar is, stelt de Ambassade voor deze nota en het bevestigende antwoord van het Ministerie te beschouwen als een overeenkomst

tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Republiek Senegal, welke overeenkomst in werking zal treden op dezelfde dag als bovenbedoelde Overeenkomst met terugwerkende kracht vanaf 1 januari 1977, en zal aflopen tezelfdertijd als de Overeenkomst.

De Ambassade van het Koninkrijk der Nederlanden maakt van deze gelegenheid gebruik het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Republiek Senegal de verzekering van haar bijzondere hoogachting te hernieuwen.

*Aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken
van de Republiek Senegal,
Dakar*

Nr. II

Het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Republiek Senegal biedt de Ambassade van het Koninkrijk der Nederlanden te Dakar zijn complimenten aan en heeft de eer de ontvangst te bevestigen van haar nota die als volgt luidt:

(zoals in Nr. I)

Het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Republiek Senegal heeft de eer de Ambassade te bevestigen dat het hierbovengenoemde voorstel aanvaardbaar is voor de Republiek Senegal.

Het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Republiek Senegal maakt van deze gelegenheid gebruik de Ambassade van het Koninkrijk der Nederlanden te Dakar de verzekering van zijn bijzondere hoogachting te hernieuwen.

*Aan de Ambassade van het
Koninkrijk der Nederlanden,
Dakar*

D. PARLEMENT

Overeenkomst en nota's behoeven ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens in werking te kunnen treden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van Overeenkomst en nota's zullen ingevolge artikel XIV, letter a, met terugwerkende kracht vanaf 1 januari 1977 in werking treden op de datum waarop beide Regeringen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat voldaan is aan de in hun onderscheiden landen constitutioneel vereiste procedures.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zullen Overeenkomst en nota's ingevolge artikel XIV, letter c, alleen gelden voor Nederland.

Uitgegeven de *achttiende* januari 1978.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
C. A. VAN DER KLAUW.